



Economie verte Quel est le vrai potentiel des cleantechs?

Le secteur cleantech dans l'économie suisse entre 2009 et 2013

	2009	PART DANS L'ÉCO CH	2013	PART DANS L'ÉCO CH	CROISSANCE ANNUELLE CLEANTECH	CROISSANCE ANNUELLE ECO CH
Emplois (EPT)	160 000	4,50%	207 000	5,50%	6,7%	3,50%
Création de valeur brute (milliards de francs)	20	3,50%	25	4,20%	6,00%	2,20%

L. PORTIER SOURCE: ERNST BASLER

Laurent Aubert



La bataille autour des vertus et des méfaits de l'initiative des Verts a gagné les rangs de l'économie

Un coup de pouce susceptible de booster l'économie ou, au contraire, un «carcan vert» qui mènerait la Suisse dans une impasse? Durant la campagne sur l'initiative «Economie verte», qui sera soumise au peuple le 25 septembre, partisans et adversaires se déchirent sur les bienfaits ou les méfaits de ce texte qui demande la mise en place «d'une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources».

Au sein des milieux économiques également, la dispute fait rage. Rassemblés autour des acteurs traditionnels que sont EconomieSuisse ou l'Union suisse des

arts et métiers, notamment, les opposants redoutent une transformation brutale de l'économie et de la société. Les autres, surtout

«Si l'on investit dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, non seulement on économise sur la consommation de pétrole, mais c'est l'économie suisse qui bénéficie avant tout de ces investissements»

Christian Zeyer Directeur adjoint de swisscleantech

des PME mais aussi de grands groupes comme Ikea et Schneider Electric, estiment au contraire que l'initiative renforcera la position de la Suisse à la pointe des cleantechs, ce terme barbare dési-

gnant les modes de production durable qui économisent ressources et énergie.

Un secteur mal défini

Mais au fait, que sont les entreprises cleantechs et quel est leur poids dans l'économie suisse? Premier constat, l'envergure du secteur varie énormément selon les interlocuteurs et leurs critères de délimitation. Eric Plan, secrétaire général de l'association CleantechAlps, donne une définition restrictive: «Il s'agit d'un secteur offrant des solutions, des technologies et des services visant une utilisation pérenne des ressources, aussi bien en matière d'énergie, de matières premières que d'environnement.»

Si l'on veut parler en termes d'entreprises, Eric Plan propose un barème: «Lorsque les produits et services liés au renouvelable représentent 10% du chiffre d'affaires d'une société, je dirais qu'elle profite surtout de l'image cleantech. A 30%, elle est sur la bonne voie. A 50%, elle évolue réellement dans une logique durable.» Appliquant des critères stricts,

Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 29'304
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.209
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 54'310 mm²

CleantechAlps recense quelque 207 000 postes de travail dans les technologies propres, soit moitié moins que le Masterplan Cleantech de la Confédération.

L'association nationale swisscleantech, qui s'est fortement engagée en faveur de l'initiative, donne une définition différente. «Nous considérons que toute entreprise peut appartenir au secteur cleantech, que ce soit une banque, une boulangerie ou une entreprise de construction, à condition qu'elle intègre des procédés durables dans ses étapes de production», explique son directeur adjoint, Christian Zeyer. Dans l'idéal, elle doit suivre une démarche d'ecodesign portant sur la consommation d'énergie, la production de déchets et la durabilité des matériaux et équipements (réparation et recyclage).»

Juste derrière l'Autriche

Selon le Masterplan de la Confédération, la comparaison avec d'autres pays européens montre que la Suisse se place en tête, juste

derrière l'Autriche, pour les modes de production économes en énergie et respectueux des ressources. Une appréciation contestée par les partisans de l'initiative. «A notre avis, la Suisse fait bonne figure si l'on se réfère notamment à l'innovation et aux brevets, mais elle peut faire plus, le risque étant de se faire rattraper», indique Christian Zeyer.

Une analyse partagée par Eric Plan, qui ajoute: «On a toujours tendance à regarder en arrière, mais on manque de capacité à se projeter vers l'avenir. On ne devrait pas perdre de vue que les bons classements d'aujourd'hui sont le fruit des investissements d'hier.» Le secrétaire général craint donc que la Suisse ne se repose sur ses lauriers. «Doris Leuthard a beaucoup fait ces dernières années pour les cleantechs. Malheureusement, il a été mis fin au Masterplan en 2015 sans suite. On sent comme une perte de dynamisme.»

Au-delà des querelles de chiffres

et de classement, quel intérêt la Suisse a-t-elle à investir dans les cleantechs? L'évolution des emplois et de la création de valeur montre que le secteur a connu une croissance supérieure à la moyenne au cours des dernières années.

De grosses retombées

La campagne «L'argent reste ici», à laquelle swisscleantech a participé, met en évidence un autre argument. Christian Zeyer prend l'exemple du pétrole, pour lequel la Suisse verse à l'étranger entre 10 et 20 milliards de francs chaque année. «Si l'on investit dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, non seulement on économise sur la consommation de pétrole mais c'est l'économie suisse qui bénéficie avant tout de ces investissements.» Pour chaque franc investi dans le solaire, 50 centimes restent en Suisse. Il en va de même pour l'isolation thermique: certes les matériaux viennent de l'étranger, mais 80% de l'investissement sont dépensés en Suisse pour la fabrication et le montage.